

BENJAMIN PÉRET

## **Les syndicats contre la révolution**

*Le Libertaire*, 1952

### **I. LES ANTÉCÉDENTS**

Toutes les sociétés qui se sont succédé jusqu'à nos jours ont connu des luttes intestines menées par les couches déshéritées contre les classes ou les castes qui les maintenaient sous leur domination. Ces luttes n'ont pu prendre une certaine envergure qu'à partir du moment où les opprimés, reconnaissant leur intérêt commun, ont réussi à s'associer, soit dans le but d'améliorer leurs conditions d'existence, soit en vue de la subversion totale de la société. Au cours des siècles passés, les travailleurs, face aux corporations comprenant patrons et ouvriers d'un même métier (où les premiers faisaient la pluie et le beau temps sous la protection ouverte des pouvoirs publics), les associations de compagnonnage ne groupant que les ouvriers ont représenté, entre autres choses, les premiers organismes permanents de lutte de classe.

Antérieurement encore, vers le X<sup>e</sup> siècle, avaient déjà existé des « confréries ». C'étaient des groupements qui ont dû se trouver en lutte contre les couches supérieures de la société puisque des jugements ont ordonné, à plusieurs reprises, leur dissolution. On ne connaît toutefois aucun document susceptible de nous éclairer sur leur constitution et les buts qu'elles se proposaient.

L'objectif des organisations de compagnonnage n'était pas, comme en témoignent les nombreux jugements des tribunaux qui les condamnent systématiquement du XVI<sup>e</sup> siècle au XIX<sup>e</sup> siècle, d'aboutir à une transformation de la

société, d'ailleurs inconcevable à l'époque, mais d'améliorer le salaire de leurs membres, les conditions d'apprentissage et, par-là, d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière tout entière.

Leur vitalité, malgré toutes les persécutions dont elles ont sans cesse été l'objet, leur résurrection, consécutive à de nombreuses dissolutions prononcées par les tribunaux, montrent qu'elles correspondaient à un besoin pressant des travailleurs de ces époques. En même temps, le fait que leur structure ne semble pas avoir subi de modifications importantes pendant plusieurs siècles, indique que leur forme et leurs méthodes de lutte correspondaient réellement aux possibilités du moment. Notons en passant que les premières grèves dont l'histoire fasse mention sont à leur actif dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Plus tard, elles recourront aussi au boycott.

Pendant toute cette période, qui va du XVI<sup>e</sup> siècle où les associations de compagnonnage apparaissent dans l'histoire déjà toutes constituées (ce qui indique qu'elles devaient exister depuis longtemps déjà) jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (où la grande industrie naissante fait surgir les syndicats), les associations de compagnonnage contribuent puissamment à maintenir la cohésion entre les travailleurs, en face de leurs exploiters. On leur doit la formation d'une conscience de classe encore embryonnaire, mais appelée à prendre son plein développement à l'étape suivante, avec les organismes de lutte de classe qui vont leur succéder. Ces derniers – les syndicats – ont hérité d'elles leur fonction revendicative, réduisant ainsi les associations de compagnonnage à un rôle secondaire qui n'a pas cessé de s'amenuiser depuis lors. Il serait vain cependant d'imaginer qu'ils auraient pu exister plus tôt. Les associations de compagnonnage ont correspondu à une époque de stricte production artisanale antérieure à la Révolution française et se prolongeant pendant les vingt ou trente premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, les syndicats constituent le prolonge-

ment dans l'époque suivante (celle du *capitalisme ascendant*, où les travailleurs ont encore besoin de se rassembler par corps de métiers), des organisations de compagnonnage dépouillées du secret qui les entourait et orientées vers la seule revendication économique, vers la défense des travailleurs, les autres objectifs passant au second plan et finissant par disparaître.

Par ailleurs, les associations de compagnonnage, du fait de la société féodale qui ne leur accordait pas le droit à l'existence, avaient un caractère de sociétés secrètes, avec tout l'appareil des rites para-religieux que comportent de telles sociétés, tandis que l'époque postérieure – surtout après 1830 – où les associations ouvrières se voient accorder un minimum de droits à l'existence, permet l'apparition au grand jour des groupements de compagnonnage et met aussitôt en évidence leur incapacité à mener contre le patronat la lutte énergique qui s'impose. Leur caractère restrictif (ne peuvent en faire partie que des ouvriers qualifiés) ne leur permet pas de réunir la totalité, ni même la majorité des travailleurs, but que se proposent les syndicats dès leur naissance.

Cependant, la classe ouvrière ne passe pas directement des associations de compagnonnage aux syndicats, d'ailleurs interdits sous quelque forme que ce soit pendant les premières décennies du capitalisme moderne. Elle cherche intuitivement sa voie. Les sociétés de secours mutuels, nées peu avant la Révolution de 1789, marquent le premier pas dans la voie du rassemblement de tous les ouvriers d'un même corps de métier. Elles se proposaient de secourir leurs adhérents malades ou en chômage, mais lorsque la grève s'imposera comme la meilleure méthode de lutte contre le patronat, les mutuelles ouvrières apporteront parfois leur aide aux grévistes, abolissant toute distinction entre le chômage imposé et le chômage provoqué.

Ces « Mutuelles », peu nombreuses, ne rassemblaient guère que des ouvriers d'élite, relativement bien payés, car

les cotisations qu'elles exigeaient de leurs membres étaient lourdes. Elles étaient donc inadéquates aux conditions de la grande industrie naissante, qui avait appelé à l'usine de grandes masses de travailleurs non qualifiés, émigrés des campagnes. Ce prolétariat en formation était alors dans une situation tragique qui exigeait impérieusement une amélioration sensible, même pour que le capitalisme pût continuer à se développer.

Les sociétés de « résistance », dont le nom indique clairement les buts qu'elles visaient, viennent alors assurer la relève des « Mutuelles ». Ce sont déjà des groupements de combat, mais conçus sur le plan défensif. Ils se proposent de maintenir le niveau de vie des travailleurs en s'opposant aux diminutions de salaires que le patronat pourrait tenter d'imposer et ce sont, en général, ces diminutions de salaires qui les font naître. Il va sans dire que, de la défense, on passe bientôt à l'attaque et la revendication ouvrière voit le jour. Cependant, bien qu'après 1840, à la faveur de la diffusion des idées socialistes, apparaissent dans la classe ouvrière les premières revendications politiques, les « Résistances » et les « Associations ouvrières » gardent avant tout un caractère d'organisation de combat sur le plan économique. Elles ne visent qu'accessoirement, et sous l'impulsion d'éléments politisés, à la subversion de l'ordre existant. En fait, leur but essentiel est d'ordre purement économique. Si le prolétariat prend alors conscience de sa force, il ne songe guère qu'à l'employer à la satisfaction de revendications immédiates.

## **II. LES SYNDICATS ET LA LUTTE DES CLASSES**

Le premier syndicat ne surgit qu'en 1864. Toute idée de lutte de classe en est absente puisqu'il apparaît, au contraire, en se proposant de concilier les intérêts des travailleurs et ceux des patrons. Tolain lui-même ne lui donne pas d'autre but. Il faut aussi constater que le mouvement

syndical ne part nullement des milieux les plus exploités de la classe ouvrière – du prolétariat industriel naissant – mais bien des travailleurs appartenant à des professions artisanales. Il reflète donc directement les besoins spécifiques et les tendances idéologiques de ces couches ouvrières.

Tandis que les cordonniers et les typographes, artisans par excellence, créent leur syndicat en 1864 et en 1867 respectivement, les mineurs, qui constituaient le prolétariat le plus durement exploité, ne créent leur premier syndicat qu'en 1876, dans la Loire (en 1882 dans le Nord et le Pas-de-Calais) et le textile, où les conditions de travail sont particulièrement effarantes, n'éprouve pour la première fois le besoin d'un syndicat qu'en 1877. D'où vient, à cette époque de fermentation des esprits, alors que les idées socialistes (et les idées anarchistes qui ne s'en distingueront que plus tard) se répandent dans toute la classe ouvrière des grandes villes, que les travailleurs les plus exploités répugnent si manifestement à l'organisation syndicale, tandis que ceux dont le niveau de vie est plus élevé la recherchent ?

Il faut tout d'abord rappeler que les premiers syndicats créés par des ouvriers de professions artisanales ne sont que des organismes de conciliation et non pas de lutte de classes. Ils ne le deviendront que plus tard. Par ailleurs, ils représentent la forme d'organisation qui convient le mieux à des professions rassemblant dans de multiples ateliers un nombre généralement assez faible d'ouvriers du même métier. C'était le meilleur moyen de rassembler les ouvriers d'un même métier disséminés dans les ateliers d'une ville, de leur rendre une cohésion que les conditions mêmes du travail tendaient à détruire.

Il faut aussi rappeler que le caractère artisanal d'un métier a souvent pour conséquence que patrons et ouvriers travaillant côte à côte, mènent le même genre de vie. Même si la situation économique du patron est très supérieure à celle de l'ouvrier, le contact humain qu'il main-

tient souvent avec ce dernier empêche que se crée le fossé séparant ouvriers et patrons des grandes industries. Entre patrons et ouvriers des métiers artisanaux, il reste aussi un minimum de solidarité de métier, totalement absente et même inconcevable dans la grande industrie. Toutes ces raisons concouraient le plus souvent à induire à la conciliation plutôt qu'à la lutte.

La situation des ouvriers du textile et des mines (pour reprendre cet exemple) était toute différente. Chez les mineurs comme dans le textile, de grandes masses d'ouvriers de professions diverses étaient rassemblées dans des usines ou des puits, soumises à des conditions de travail inhumaines.

Si les ouvriers des entreprises artisanales sont les premiers à s'organiser pour discuter de leurs intérêts avec les patrons, ceux des grandes industries, soumis à la plus impitoyable pression du capital, sont les premiers à percevoir ce qui les oppose irréductiblement au patronat, à s'insurger contre la situation qui leur est faite, à pratiquer l'action directe, à réclamer leur droit à la vie, les armes à la main, bref, à s'orienter instinctivement vers la révolution sociale. Le soulèvement des canuts lyonnais de 1831, ainsi que la grève des mineurs de 1844 le montrent assez. Tandis que, de 1830 à 1845, les typographes, par exemple, ne figurent pas une seule fois sur une liste des métiers qui ont encouru le plus grand nombre de condamnations, les mineurs y apparaissent trois fois (l'industrie minière est alors en plein développement) et les travailleurs du textile presque tous les ans.

La conclusion qui s'impose est que les ouvriers des grandes industries ne portaient aucun intérêt à une forme d'organisation se proposant une conciliation (qu'ils sentaient impossible) entre les classes adverses. Ils n'y viennent que plus tard et pour ainsi dire en rechignant, car ils sont poussés, par leur situation même, à des formes de lutte ouverte avec le patronat que le syndicat n'a pas envisagées, du moins à ses débuts. En fait, les travailleurs des grandes

industries ne viendront à l'organisation syndicale qu'à partir du moment où celle-ci inscrira en tête de ses statuts des principes de lutte de classes. Ce sont d'ailleurs eux qui, de 1880 à 1914, mèneront les luttes les plus violentes sur le plan revendicatif. Moyennant cette concession à leurs aspirations, ils se résigneront à adhérer au syndicat pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'aucune autre forme d'organisation n'était concevable à cette époque. En outre, on avait alors devant soi la perspective d'un long développement progressif du capitalisme, d'où la nécessité d'accroître la cohésion de la classe ouvrière afin d'arracher au patronat des conditions d'existence plus satisfaisantes permettant une meilleure préparation des travailleurs à l'assaut final de la société.

Dès ses débuts, le syndicat ne se présente donc que comme un pis-aller pour les ouvriers des grandes industries. Il reste cependant acceptable à l'époque, à cause des survivances artisanales que comporte l'industrie. C'était une solution positive dans cette époque de développement continu de l'économie capitaliste qui s'accompagnait d'un accroissement constant de la liberté et de la culture. Sa reconnaissance par l'État et, à travers elle, du droit de réunion, d'association et de presse constituait une acquisition considérable.

Cependant, même lorsque le syndicalisme adopte des principes de lutte de classes, il ne se propose à aucun moment, dans le combat quotidien le renversement de la société ; il se borne au contraire à rassembler les ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts économiques, dans le sein de la société capitaliste. Cette défense prend parfois un caractère de combat acharné, mais ne se propose jamais, ni implicitement, ni explicitement, la transformation de la condition ouvrière, la révolution. Aucune des luttes de cette époque, même les plus violentes, ne vise ce but. Tout au plus envisage-t-on dans un avenir indéterminé, qui prend dès ce moment le caractère de la carotte de l'âne,

la suppression du patronat et du salariat et, par suite, de la société capitaliste qui les engendre. Mais aucune action ne sera jamais entreprise dans ce but.

Le syndicat, né d'une tendance réformiste au sein de la classe ouvrière, est l'expression la plus pure de cette tendance. Il est impossible de parler de dégénérescence réformiste du syndicat, il est réformiste de naissance. À aucun moment, il ne s'oppose à la société capitaliste et à son État pour détruire l'une et l'autre, mais uniquement dans le but d'y conquérir une place et de s'y installer. Toute son histoire, de 1864 à 1914, est celle de la montée et de la victoire définitive de cette tendance à l'intégration dans l'État capitaliste, si bien qu'à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, les dirigeants syndicaux, dans leur grande majorité, se retrouvent tout naturellement du côté des capitalistes auxquels les unissent des intérêts nouveaux issus de la fonction que les syndicats ont fini par assumer dans la société capitaliste. Ils sont alors contre les syndiqués qui eux, voulaient abattre le système et éviter la guerre et ils le resteront désormais pour toujours.

Dans la période qui précède la Première Guerre mondiale, les dirigeants syndicaux n'ont guère été les représentants légitimes de la classe ouvrière que dans la mesure où ils devaient assumer ce rôle pour accroître leur crédit auprès de l'État capitaliste. Au moment décisif, alors qu'il fallait choisir entre le risque de compromettre une situation acquise (1), en appelant les masses à rejeter la guerre et le régime qui l'avait engendrée, ou renforcer leur position, en optant pour le régime, ils ont choisi le second terme de l'alternative et se sont mis au service du capitalisme. Ce n'a pas été le cas en France seulement, puisque les dirigeants syndicaux des pays impliqués dans la guerre ont adopté partout la même attitude. Si les dirigeants syndicaux ont trahi, n'est-ce pas parce que la structure même du syndicat et sa place dans la société rendaient, dès le début, cette trahison possible, puis inévitable en 1914?

### III. LES SYNDICATS CONTRE LA RÉVOLUTION

Les révolutions russes de 1905 et 1917 ont fait surgir un nouvel organisme de combat qui part de la réalité sociale même : le comité ou conseil d'usine, démocratiquement élu sur les lieux de travail et dont les membres sont révocables à tout moment. On les voit apparaître à Saint-Petersbourg et à Moscou à la fin de la révolution de 1905, dont ils marquent le point culminant. Cependant trop faibles et trop inexpérimentés encore, ils se montrent incapables de remplir la tâche qu'ils s'étaient assignée, le renversement du tsarisme.

Dès le début de la révolution de 1917, on les voit reparaître, cette fois plus sûrs d'eux-mêmes et, bientôt, ils couvrent le pays tout entier. Sous l'impulsion de Lénine et de Trotski, ils accomplissent la révolution d'Octobre. Pendant ce temps, les syndicats se traînent à leur remorque, freinant le mouvement de toutes leurs forces. Aucune initiative révolutionnaire ne leur est due, tout au contraire. John Reed, dans ses *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, les montre à diverses reprises hostiles aux soviets, au point que les cheminots doivent violer la discipline syndicale pour transporter de Pétrograd à Moscou les renforts nécessaires pour réduire la contre-révolution des junkers dans cette dernière ville.

Dans la révolution espagnole de 1936, on voit, dès les premiers jours de l'insurrection, des comités surgir de toutes parts comme des champignons après une pluie d'orage, mais à l'inverse de la Russie où les soviets relèguent les syndicats à l'arrière-plan, ces derniers étouffent les comités (*juntas*). Résultat, le stalinisme triomphe sans que les syndicats s'y opposent réellement. Ils s'unissent même pour collaborer à son triomphe par un comité de liaison C.N.T.-U.G.T. et la révolution est trahie par le stalinisme qui ouvre la porte à Franco.

Les ouvriers, les soldats et les marins allemands, révoltés en 1918, ne songent pas un instant à s'adresser aux syndicats pour mener leur lutte contre le régime impérial, ils créent dans le combat leurs comités de lutte qui s'emparent des usines et des navires et chassent les autorités capitalistes. Les syndicats n'interviennent que plus tard, pour freiner la lutte, contenir la révolution dans des limites bourgeoises, c'est-à-dire la trahir. C'est ce spectacle qui éclaire définitivement les révolutionnaires allemands et montre à Hermann Gorter et à la gauche germano-hollandaise la route à suivre, faisant de lui, à cette époque, un des premiers théoriciens du communisme de gauche et d'une véritable tactique classe contre classe.

Il est hors de doute que Lénine, aux prises avec la guerre civile, l'intervention étrangère et les difficultés quasi insurmontables de la restauration de l'économie russe, n'a pas évalué à leur juste valeur les problèmes soulevés par la gauche communiste allemande et hollandaise, qui faisait état de la situation particulière de leur pays, de son niveau général de culture, de la poussée révolutionnaire des masses qu'il fallait consolider quotidiennement. Bien que Lénine connût parfaitement l'Europe occidentale, il a été obnubilé par la révolution russe et les méthodes employées sous le tsarisme, pour qu'elle triomphe. Il n'a pas vu qu'elles étaient inapplicables partout ailleurs. Produit direct des conditions économiques, politiques et culturelles de la Russie tsariste, ces méthodes ne valaient plus rien une fois transportées en Europe occidentale où la situation des masses ouvrières, les rapports de celles-ci avec la paysannerie, l'état de cette paysannerie et enfin la structure du capitalisme n'avaient presque pas de points communs avec l'état de la Russie. Il n'a pas vu non plus le conflit larvé qui avait existé en Russie entre soviets et syndicats et que seul l'élan irrésistible de la révolution avait étouffé dans l'œuf en fortifiant les premiers aux dépens des seconds.

En Allemagne, où les syndicats, beaucoup plus puissants qu'en Russie, étaient dirigés par les réformistes les plus conséquents, on pouvait être convaincu que ceux-ci emploieraient tous les moyens en leur pouvoir pour saboter la révolution en marche. C'était pour eux une question de vie ou de mort. Par ailleurs, si les syndicats se montraient hostiles à la révolution et les comités d'usine favorables, il était clair qu'il fallait soutenir les seconds contre les premiers. Lénine s'y est opposé au nom d'une tactique de débordement des chefs par les masses ; mais, justement, les syndicats incarnent le pouvoir matériel des chefs qui disposent de tout l'appareil syndical et de l'appui direct ou indirect de l'État capitaliste, tandis que les masses n'ont rien que ces comités qu'elles créent pour faire échec au pouvoir de leurs chefs. Si, en Russie, les masses n'avaient pas créé leurs propres organes de lutte, les soviets, la révolution aurait été inévitablement canalisée et menée à la défaite par les seuls organes qui encadraient les masses, les syndicats.

Contre cette gauche allemande et hollandaise, Lénine écrivit alors *La Maladie infantile du communisme*, à laquelle Hermann Gorter répliqua par une *Réponse à Lénine* qui comporte une critique des syndicats encore entièrement valable aujourd'hui. Il dit en substance que les syndicats convergent vers l'État et tendent à s'y associer contre les masses, que les ouvriers n'y ont pratiquement aucun pouvoir, pas plus que dans l'État, qu'ils sont impropres à servir d'instrument pour la révolution prolétarienne et que celle-ci ne peut vaincre qu'en les détruisant. Disons-le bien haut, dans cette polémique (dont la III<sup>e</sup> Internationale ne nous fit connaître que l'argumentation de Lénine, omettant de publier celle des opposants), c'était Gorter qui avait pleinement raison du moins sur ce point. Dans cette brochure, il oppose aux syndicats, où les ouvriers n'ont pratiquement pas d'autre pouvoir que celui de payer les cotisations, le comité ou conseil d'usine démocratiquement élu par les

travailleurs sur les lieux de travail, dont les membres placés sous le contrôle immédiat et constant de leurs mandants sont révocables à tout moment. Ces comités sont de toute évidence l'émanation même de la volonté des masses en mouvement dont ils facilitent l'évolution. C'est pourquoi, dès qu'ils apparaissent, même sous la forme provisoire des comités de grève, ils sont autant aux prises avec les dirigeants syndicaux, dont ils menacent le pouvoir sur les ouvriers, qu'avec les patrons. Les uns et les autres se sentent également menacés, et de la même manière, si bien qu'en général les dirigeants syndicaux, s'entremettent entre patrons et ouvriers pour faire cesser la grève. Je suis convaincu qu'aucun travailleur ayant participé à un comité de grève ne me contredira, surtout en ce qui concerne les grèves des dernières années. Il est d'ailleurs normal qu'il en soit ainsi puisque le comité de grève représente un nouvel organisme de lutte, le plus démocratique qu'on puisse concevoir. Il tend, consciemment ou non, à se substituer au syndicat qui défend alors les privilèges acquis en cherchant à réduire les attributions que le comité de grève s'est accordées. Qu'on juge alors de l'hostilité des syndicats à un comité permanent, appelé par la logique même des choses à se les subordonner et à les supplanter!

#### **IV. CRITIQUE DU SYNDICAT**

On a vu que le syndicat ne s'est à aucun moment proposé de but révolutionnaire, d'abord parce qu'il ne pouvait pas se les proposer à l'époque de sa création. Conçu en vue d'une action réformiste de la classe ouvrière dans la société capitaliste, il ne pouvait rien faire de plus que ce qu'il a fait. Son action a d'ailleurs été de premier ordre puisqu'on lui doit une amélioration considérable du sort de la classe ouvrière et la conscience de classe qui, vaille que vaille, anime aujourd'hui le prolétariat. À vrai dire, cette conscience de classe est plutôt le fait de l'action me-

née par la minorité syndicaliste révolutionnaire que de la pratique syndicale en général. C'était d'ailleurs tout ce que le syndicalisme révolutionnaire pouvait espérer obtenir et il l'a obtenu. Il ne pouvait pas envisager réellement le renversement de la société capitaliste autrement qu'en partant de l'erreur que constitue le syndicat, car celui-ci, révolutionnaire ou réformiste, est impropre à cette tâche. Ce n'est pas un simple accident que la guerre de 1914, en mettant à nu la nature réactionnaire des dirigeants syndicaux, a amené en même temps la disparition rapide du syndicalisme révolutionnaire, alors que la trahison réformiste aurait dû, à l'heure de la crise, amener un renforcement du syndicalisme révolutionnaire au détriment du réformisme. La classe ouvrière a senti instinctivement que le syndicat, même révolutionnaire, n'était pas l'instrument qu'il lui fallait pour entreprendre la transformation de la société. En fait, la résurrection du syndicalisme après la guerre de 1914 vient d'une simple routine que les révolutionnaires, trop peu nombreux, n'ont pas su briser, mais l'heure était déjà venue d'en finir avec eux.

Le syndicat résulte, en effet, d'une erreur initiale, peut-être inévitable à l'époque. Il est le meilleur moyen de maintenir la cohésion nécessaire entre des travailleurs de même métier dispersés dans de nombreux ateliers ; mais l'industrie, en se concentrant, rejetait à l'arrière-plan ces ateliers anachroniques et rassemblait dans une même usine des masses de travailleurs de professions souvent très diverses. Il fallait donc partir de ce fait réel qui indiquait le sens de l'évolution du capitalisme, du rassemblement sur un même point d'un grand nombre d'ouvriers, de la cellule sociale que l'usine constitue, à la fois dans le monde présent et pour la société future. Or le syndicat extrait les ouvriers de l'usine où sont leurs intérêts vitaux, pour leur en créer de superficiels en les dispersant en autant de syndicats que de métiers. Il détruit la cohésion naturelle prête à se former toute seule à l'usine même – et qu'il s'agissait de renforcer

– au profit d’une organisation déjà périmée à sa naissance puisqu’elle reflète les intérêts et les tendances idéologiques de couches ouvrières représentant une survivance d’un état dépassé de la production.

Il y a, dans l’action ouvrière, une progression constante. Les organisations de compagnonnage groupent d’abord les ouvriers qualifiés, les syndicats rassemblent les travailleurs les plus conscients. L’heure est maintenant venue aux comités d’usine de représenter la totalité de la classe ouvrière pour l’accomplissement de sa tâche historique : la révolution sociale.

Par ailleurs le syndicat, dès qu’il a quelque importance, extrait ses dirigeants de l’usine, les soustrayant ainsi au contrôle nécessaire des travailleurs. Et, en général, une fois sorti de l’usine, le dirigeant syndical n’y retourne plus. Ces innombrables dirigeants syndicaux qui ont quitté l’usine se créent peu à peu des intérêts d’abord étrangers, puis opposés à ceux des ouvriers qui les ont élus. Ils aspirent avant tout à la stabilité de leur nouvelle situation, que toute action des travailleurs risque de mettre en péril. On les voit donc intervenir auprès des patrons dès qu’une grève menace d’éclater. D’abord parce que cette grève fait surgir une nouvelle autorité ouvrière, dont l’apparition en dit long sur les rapports réels entre syndiqués et dirigeants : le comité de grève, élu par l’ensemble des travailleurs de l’usine, syndiqués ou non, qui s’interpose entre le bureau syndical et le patronat, comme s’il voulait dire à ce dernier : « Le rôle du syndicat est terminé, le mien commence. »

Il faut tout de suite remarquer que la naissance de ce comité de grève démontre à elle seule l’incapacité du syndicat à diriger même une grève. Or, toute grève est une action révolutionnaire, au moins en puissance. Le fait que, dès qu’une action révolutionnaire même de faible envergure est jugée nécessaire par les travailleurs, il leur faut écarter le syndicat pour créer un nouvel organe de lutte adéquat à l’action à mener, montre à lui seul que le syndicat n’est pas

une arme révolutionnaire. Si, pour une action révolutionnaire, il importe que les dirigeants de cette action soient sous le contrôle direct et constant de leurs mandants, il s'ensuit que les dirigeants syndicaux sont impropres à toute action révolutionnaire, puisqu'ils échappent totalement à ce contrôle. Ils l'ont montré d'ailleurs à maintes reprises et notamment dans *toutes* les crises révolutionnaires que l'histoire a enregistrées au XX<sup>e</sup> siècle.

Sortis de l'usine, les dirigeants syndicaux se trouvent bientôt ballottés entre les intérêts opposés des ouvriers qui les ont désignés et ceux des patrons. Ils commencent par défendre les premiers contre les seconds, restant ainsi sur un terrain de lutte de classes. Ils ne tardent cependant pas à quitter ce terrain, à mesure qu'ils prennent conscience de leur rôle d'intermédiaire entre les classes adverses et ils deviennent rapidement les agents d'une collaboration de classes s'exprimant par la conciliation des intérêts opposés de ces classes. Si, d'abord, ils s'opposent au patronat, ils ne tardent pas à se rendre compte que leur rôle principal n'est pas situé sur le plan de la lutte.

Ils prennent conscience de leur importance en tant qu'intermédiaires entre les classes ennemies et, au lieu d'animer le combat, ne songent plus qu'aux marchandages de l'armistice. Ce n'est pas la lutte qui justifie leur existence, mais leur valeur croît en proportion des résultats obtenus, à la fois aux yeux des patrons qui comprennent vite leur importance et les services de médiation qu'ils peuvent leur rendre, et aux yeux des ouvriers qui, peu à peu, s'en remettent aux seuls dirigeants du soin de trancher les litiges les opposant aux patrons. La lutte de classes, facteur nécessaire de toute action sociale positive, s'en trouve rejetée au second plan, l'action directe des ouvriers s'endort, leur autodétermination disparaît, l'élan vers l'émancipation dégénère en accommodement dans le cadre du capitalisme.

Si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ce qui constitue le postulat

de toute action révolutionnaire authentique, il s'ensuit que le syndicat, étouffant le pouvoir créateur de la classe ouvrière, s'oppose à cette émancipation qui, avec lui, deviendrait l'œuvre des dirigeants, s'ils étaient capables de l'entreprendre ou même s'ils souhaitaient s'y consacrer. Au contraire, on peut constater aujourd'hui qu'un Jouhaux ou un Frachon n'ont pas plus d'intérêts communs avec un manœuvre que le président de la République (antimilitariste et « internationaliste » en 1907) ou que le régent de la Banque de France, tandis que les intérêts de Jouhaux, du président de la République, du régent de la Banque de France et de bien d'autres sommités capitalistes sont étroitement liés contre les travailleurs.

## **V. LE SYNDICAT, ORGANE DE L'ÉTAT CAPITALISTE**

Les syndicats ont atteint le terme de leur évolution indépendante, ils sont entrés, depuis 1914, dans une nouvelle période, celle de leur intégration à l'État capitaliste. Ils y tendaient depuis longtemps, mais il a fallu la guerre de 1914 et les services qu'ils ont alors rendus au capitalisme dans l'Union sacrée pour que l'État leur accorde des places dans ses conseils. Il est vrai qu'ils démontraient ainsi leur pouvoir sur la classe ouvrière et devenaient, de ce fait, de précieux auxiliaires du capitalisme. Je remarquerai en passant que le premier pas décisif a été donné dans ce sens, en France, par Jouhaux, représentant des ouvriers allumettiers, travailleurs du plus vieux trust de l'État capitaliste français. Il est impossible de voir là un simple hasard.

Les nationalisations (le monopole des tabacs et allumettes n'est pas autre chose) donnent à la bureaucratie syndicale une perspective de durée, en tant qu'organisme particulier de la société capitaliste, perspective qui lui manque dans le seul exercice du syndicalisme. Elles en font des instruments directs de l'État, au même titre que les juges ou les flics. Cette bureaucratie, d'abord cantonnée dans l'éco-

nomie, d'où elle agissait sur l'État, est devenue un rouage de cet État qui contrôle toute l'économie. En France, ce contrôle est encore indirect dans bien des secteurs, mais économie et État ont déjà fusionné dans d'importants domaines (électricité, gaz, charbon, transports, etc.), si bien que syndicalisme et État capitaliste tendent à se souder en un seul corps pour instituer, comme en Russie, un capitalisme d'État auquel conduit automatiquement l'évolution du capitalisme en voie de dégénérescence.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction. Par ailleurs, la dépendance relative où la France est tombée par rapport aux États-Unis d'une part, la division du monde en deux blocs rivaux d'autre part, ne pouvaient pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se refléter dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'État et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la « guerre froide ». Tout ouvrier un tant soit peu averti sait aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'État et au totalitarisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste, cependant que F.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme libéral, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur État. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques », sont devenus – C.G.T. en tête – de simples

agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais c'est une politique que celle-ci n'a pas choisie et qui lui est ainsi imposée de l'extérieur. En échange, le comité d'usine est appelé, de par sa structure même, à constituer une sorte de laboratoire où se constituera la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers désertent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en foule dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ? Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs révolutionnaires honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission révolutionnaire, le cas échéant, ni même qu'elle ne dégénérera pas comme les autres centrales syndicales, puisque c'est la structure même du syndicat, où les dirigeants échappent au contrôle des travailleurs, qui favorise cette dégénérescence. Certes, aucune organisation, si parfaite et si bien adaptée qu'elle soit à son but révolutionnaire, n'est assurée contre la dégénérescence. Il y a lieu toutefois d'opposer à celle-ci le maximum d'obstacles. Or le syndicat, au lieu d'opposer des obstacles à la dégénérescence, la facilite de toutes les manières.

Le syndicat s'est donné pour objectif la défense des intérêts ouvriers *dans le cadre de la société capitaliste*. Dans le passé, il a largement rempli son rôle puisque, de 1890 à 1913, les grèves se soldent – tant en période d'essor que de dépression économique – par un pourcentage de succès oscillants de 47,7 % en 1911-13 à 62,3 % dans la période la plus favorable, en 1905-1907. J'ignore le pourcentage des grèves victorieuses pendant les dernières années, mais il n'est certainement comparable en rien aux résultats obtenus à cette époque. Le serait-il d'ailleurs que le niveau de vie des travailleurs n'en serait nullement amélioré puisque

les prix, dans leur hausse, précèdent toujours les salaires qui s'essouffent en vain à essayer de les rattraper, si bien que la distance entre eux s'accroît sans cesse au lieu de se réduire. La conclusion qui s'impose est donc que la lutte revendicative est devenue vaine, la situation du capitalisme français étant si précaire qu'il ne peut plus consentir le moindre avantage aux travailleurs. Là, ce n'est plus la forme d'organisation qui est en cause, car aucune autre, sur ce plan, ne pourrait mieux faire, mais le but poursuivi qui est inadéquat à l'époque présente et disproportionné aux sacrifices et aux efforts qu'il exige. La grève revendicative est entièrement périmée, de même que le syndicat dont elle était l'objectif unique. Il s'ensuit que, si l'État capitaliste est désormais incapable d'améliorer le sort de la classe ouvrière, cette dernière n'a plus d'autre ressource que de le détruire. Mais ce n'est pas le syndicat qui pourra remplir cette tâche puisqu'il est conçu en vue de la lutte revendicative dans le cadre du système capitaliste qu'il ne se propose nullement de briser. Seul, aujourd'hui, le comité d'usine est en condition de mener les travailleurs à l'assaut de la société car, cellule révolutionnaire maintenant, il constitue en même temps, dès sa création, la cellule sociale de demain.

La dégénérescence des syndicats est en outre caractérisée par l'introduction dans l'organisme économique qu'ils sont des divers courants politiques du *capitalisme*, montrant ainsi tout ce qu'a d'arbitraire la séparation de l'économie et de la politique. À l'époque où Marx et Bakounine étaient d'accord, les syndicats qu'ils préconisaient étaient des organismes économiques élaborant leur politique. Ce n'est que plus tard, à la faveur de la division du mouvement ouvrier, que des syndicats, se limitant au seul plan économique, ont pu se constituer sous leur forme aujourd'hui traditionnelle. Ils étaient d'ailleurs à cette époque le seul moyen de rassembler la classe ouvrière pour mener la lutte revendicative qui, dans l'esprit des syndicalistes de cette

époque, constituait implicitement ou explicitement la préface à la lutte politique. Cependant, cette division a toujours été plus apparente que réelle et profonde, puisqu'aux meilleures époques les syndicats, hormis les dirigeants, étaient animés d'un véritable esprit révolutionnaire. Or, la révolution constitue l'intervention politique suprême. La F.A.I. espagnole, par exemple, représentait, bien qu'elle s'en défendît, l'organisation politique de la C.N.T. Il était normal que, dans une période de développement continu du capitalisme, le syndicat, situé sur le plan économique, eût la première place, mais il n'en va pas de même en période de crise. Pour en revenir à l'exemple de la C.N.T.-F.A.I., si en période calme la F.A.I. rentrait dans l'ombre, tandis que la C.N.T. apparaissait au premier plan, en période révolutionnaire la F.A.I. dirigeait et il était normal qu'il en fût ainsi.

Cependant, ce rapport entre F.A.I. et C.N.T. ne résulte pas de la vie même de la classe ouvrière, puisque la F.A.I. représente une minorité de la C.N.T. constituant une organisation organiquement extérieure à celle-ci et assumant en fait sa direction. La politique de la C.N.T. est celle de la F.A.I., mais la C.N.T. n'a pas été appelée à la déterminer, à peine à l'accepter. Tout au contraire, il s'agit d'aboutir à une politique décidée directement par la classe ouvrière et il n'y a pas aujourd'hui d'autres assemblées capables de la déterminer que celles des travailleurs se réunissant sur les lieux mêmes de travail pour exprimer leur volonté et désigner les délégués qui auront pour mission d'appliquer les décisions prises.

## **VI. LE COMITÉ D'USINE, MOTEUR DE LA RÉVOLUTION SOCIALE**

Nul ne niera que la société capitaliste est entrée dans une période de crise permanente qui l'induit à rassembler ses forces défaillantes en concentrant de plus en plus entre

les mains de l'État tous les pouvoirs politiques et économiques par le truchement des nationalisations. À cette concentration des pouvoirs capitalistes, va-t-on continuer à opposer des forces ouvrières dispersées? Ce serait courir à l'échec définitif. Et une des raisons principales de l'apathie actuelle de la classe ouvrière réside dans la série interminable des échecs subis par la révolution sociale au cours de ce siècle. La classe ouvrière n'a plus confiance dans aucune organisation parce qu'elle les a toutes vues à l'œuvre, ici où là, et que toutes, y compris les organisations anarchistes, se sont montrées incapables de résoudre la crise du capitalisme, c'est-à-dire d'assurer le triomphe de la révolution sociale. Il ne faut pas avoir peur de dire que toutes sont aujourd'hui périmées. Au contraire, c'est seulement en partant de cette constatation, dont on ne doit pas chercher à réduire la portée par des considérations plus ou moins circonstancielles ou en rejetant sur les autres les conséquences de ses propres erreurs, qu'on sera en mesure de réviser toutes les doctrines (qui ont aujourd'hui ceci de commun qu'une bonne partie en est périmée) et peut-être d'aboutir à une unification idéologique fondamentale du mouvement ouvrier en vue de la révolution sociale. Il va sans dire que je ne songe nullement à préconiser un mouvement à pensée monolithique, mais un mouvement unifié à l'intérieur duquel les diverses tendances jouiraient de la plus ample liberté de se manifester.

D'autre part, il n'en reste pas moins que l'action s'impose d'une manière immédiate. Elle doit obéir à deux principes généraux. D'une part, elle se doit de faciliter le regroupement idéologique que je préconise et, d'autre part, elle doit cesser de considérer la révolution sociale comme devant être l'œuvre de générations futures dont il s'agit de préparer la tâche. Nous sommes devant le dilemme : la révolution sociale et un nouvel essor de l'humanité ou la guerre et une décomposition sociale dont le passé n'offre que de bien pâles exemples. L'histoire nous offre un répit

dont nous ignorons la durée. Sachons l'utiliser pour renverser le cours de la dégénérescence et faire surgir la révolution. L'apathie actuelle de la classe ouvrière n'est que provisoire. Elle indique, à la fois, cette perte de confiance dans toutes les organisations dont je viens de parler et un état de disponibilité dont il dépend de nous, révolutionnaires, de profiter pour le transformer en révolte active. L'énergie de la classe ouvrière ne demande qu'à s'employer. Encore faut-il lui donner non seulement un but – elle le pressent depuis longtemps – mais les moyens d'atteindre ce but. S'il s'agit pour les révolutionnaires d'aboutir à une société fraternelle, il nous faut dès maintenant un organisme où puisse se former et se développer cette fraternité. Or, à l'heure actuelle, c'est sur le plan de l'usine que la fraternité ouvrière atteint son maximum. C'est donc là que nous devons agir, non en réclamant une unité syndicale chimérique aujourd'hui dans l'état actuel du monde capitaliste et qui, par ailleurs, ne pourrait se produire que contre la classe ouvrière, puisque les syndicats ne représentent plus que les différentes tendances du capitalisme. En fait, il n'y aura de « front unique » syndicaliste qu'à la veille de la révolution sociale et contre elle puisque les centrales syndicales sont également intéressées à la torpiller pour assurer leur survivance dans l'État capitaliste. Désormais parties intégrantes du système capitaliste, elles le défendent en se défendant. Ses intérêts sont les siens et non pas ceux des travailleurs.

Par ailleurs, un des plus puissants obstacles à un regroupement ouvrier et à une renaissance révolutionnaire est constitué par l'appareil des bureaucrates syndicaux, à l'usine même, à commencer par l'appareil stalinien. L'ennemi du travailleur est, aujourd'hui, le bureaucrate syndical tout autant que le patron qui, sans lui, serait la plupart du temps impuissant. C'est le bureaucrate syndical qui paralyse l'action ouvrière. Le premier mot d'ordre des révolutionnaires doit donc être : À la porte tous les bureau-

crates syndicaux ! Mais l'ennemi principal est constitué par le stalinisme et son appareil syndical, car il est le partisan du capitalisme d'État, c'est-à-dire de la fusion complète de l'État et du syndicalisme. Il est donc le défenseur le plus clairvoyant du système capitaliste puisqu'il indique, pour ce système, l'état le plus stable qu'on puisse concevoir aujourd'hui. Cependant, on ne saurait détruire un organisme existant sans en proposer un autre mieux adapté aux nécessités de la révolution sociale. Celle-ci s'est justement chargée de nous montrer chaque fois qu'elle est apparue, l'instrument de son choix, le comité d'usine directement élu par les travailleurs réunis sur les lieux mêmes de travail et dont les membres sont révocables à tout moment. C'est le seul organisme qui puisse, sans changement, diriger les intérêts ouvriers dans la société capitaliste tout en visant la révolution sociale, accomplir cette révolution et, une fois sa victoire acquise, constituer la base de la société future. Sa structure est la plus démocratique qu'on puisse concevoir, puisqu'il est directement élu sur les lieux de travail par l'ensemble des ouvriers de l'usine qui contrôlent son action au jour le jour et peuvent le révoquer à tout moment pour en nommer un autre. Sa constitution offre le minimum de risques de dégénérescence, à cause du contrôle constant et direct que les travailleurs peuvent exercer sur leurs délégués. En outre, le contact constant entre responsables et électeurs favorise au maximum l'initiative créatrice de la classe ouvrière appelée ainsi à prendre sa destinée dans ses mains propres et à diriger directement ses luttes. Ce comité, qui représente authentiquement la volonté ouvrière est appelé à gérer l'usine, à organiser sa défense contre la police et les bandes réactionnaires du stalinisme et du capitalisme traditionnel. La révolution ayant vaincu, c'est lui qui devra indiquer à la direction économique régionale, nationale puis internationale (elles aussi directement élues par les travailleurs), la capacité de production de l'usine, ses besoins en matières premières et en main-d'œuvre. Enfin, les

représentants de chaque usine seront appelés à former aux échelles régionale, nationale et internationale, le gouvernement nouveau, distinct de la direction économique, dont la tâche principale sera de liquider l'héritage du capitalisme et d'assurer les conditions matérielles et culturelles de sa propre disparition progressive. À la fois économique et politique, il est l'organisme révolutionnaire par excellence, c'est pourquoi sa constitution même représente une sorte d'insurrection contre l'État capitaliste et ses sbires syndicaux, car il rassemble toutes les énergies ouvrières contre l'État capitaliste, même doté de pouvoirs économiques. Pour la même raison on le voit surgir spontanément aux moments de crise sociale aiguë, mais à notre époque de crise chronique, il est nécessaire que les révolutionnaires le préconisent dès maintenant s'ils veulent en finir d'abord avec l'ingérence des bureaucrates syndicaux dans les usines et rendre aux travailleurs l'initiative de leur émancipation. Détruisons donc les syndicats au nom des comités d'usine démocratiquement élus par l'ensemble des ouvriers sur les lieux du travail et révocables à tout moment.

*Note*

1. Jouhaux et la majorité confédérale de 1914 ont avoué explicitement que la crainte de la répression les avait alors incités à l'acceptation de la guerre.

Benjamin Péret, *Les syndicats contre la révolution*,  
publié en six livraisons dans *Le Libertaire* des 26 juin,  
10 et 24 juillet, 7 et 21 août et 4 septembre 1952.  
Édité par Éric Losfeld-Le Terrain vague, avec un  
avant-propos de Jehan Mayoux  
et un texte de Georges Munis, en 1968  
Les Amis de Bartleby, avril 2023  
[lesamisdebartleby.wordpress.com](http://lesamisdebartleby.wordpress.com)